

Le Sommet économique de Naples

Le Sommet économique de cette année, le vingtième en date, réunira les leaders des sept démocraties les plus industrialisées et le président de la Commission européenne dans la ville de Naples, en Italie, du 8 au 10 juillet. Le dernier jour de la rencontre, le président de la Russie, M. Boris Eltsine, se joindra aux participants pour s'entretenir avec eux de questions politiques d'intérêt commun.

La croissance et la création d'emplois, les relations avec la Russie, la réforme économique en Ukraine et le commerce international seront au premier plan des grands thèmes économiques dont discuteront les leaders du G-7. Ils examineront notamment les questions de prolifération et de sécurité nucléaires, les relations bilatérales et multilatérales avec l'Ukraine, l'assistance aux pays en développement, les questions environnementales et le blanchiment de l'argent.

Les politiques économiques adoptées au Sommet de 1993, et appliquées depuis dans l'ensemble des pays du G-7, ont permis de stimuler la croissance économique et la création d'emplois. La reprise économique, désormais bien établie en Amérique du Nord et au Royaume-Uni, commence à s'installer, quoique lentement, en Europe continentale. Au Japon, la récession semble terminée, mais l'économie reste lente.

Le chômage, cependant, est encore à un niveau bien trop élevé dans tous les pays du G-7. Si sa hausse récente est de nature cyclique, on reconnaît de plus en plus que le chômage est en bonne partie d'ordre structurel, et que même une croissance économique vigoureuse ne réussira pas à le faire disparaître. Les résultats de la Conférence du G-7 sur l'emploi et de la Réunion des ministres de l'OCDE seront étudiés à Naples, pour voir quelles mesures concrètes les membres du G-7 peuvent prendre ensemble. Le Canada entend réclamer des mesures propres à favoriser la croissance de son économie et la création d'emplois au pays.

Les discussions devraient porter sur l'aboutissement heureux des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round et la mise en oeuvre des accords issus des négociations. La libéralisation plus poussée des échanges commerciaux reste une priorité. Les leaders feront valoir la nécessité d'établir sans tarder l'Organisation mondiale du commerce, pour que l'assise institutionnelle du système commercial multilatéral reste solide, surtout à un moment où les économies nationales sont aux prises avec les sérieux